



Jean-Louis Guigou Délégué général d'Ipemed

## La nécessaire décentralisation au Sud

► L'échec de l'autoritarisme au Sud de la Méditerranée est aussi l'échec de la centralisation. Avec la montée en puissance de la société civile, il faut à la fois déconcentrer les services de l'État et décentraliser – notamment à l'échelle régionale – afin d'aider les territoires laissés pour compte, raccourcir les circuits de la décision, responsabiliser les élus

et les acteurs, et donc libérer les énergies. La formation des élus est une autre condition de la réussite. Le débat a eu lieu en France dans les années 1976-80. Le président de la République d'alors préconisait une longue période de formation préalable à toute décentralisation. François Mitterrand estimait au contraire que « *la fonction crée l'organe* ». Il fallait, selon lui, décentraliser sans attendre et faire confiance au contrôle démocratique progressif qui amènerait les populations à choisir des élus de plus en plus compétents et honnêtes. Ce fut fait

en 1982. En effet, les premières années connurent la confusion. Mais vingt ans après, la France s'enorgueillit d'avoir une majorité d'élus – de droite comme de gauche – de qualité. Les pays du Sud ont lancé le mouvement, avec notamment la politique de régionalisation que le roi du Maroc a préconisée et qui a été votée. Parallèlement, il faudra très vite lancer de vraies politiques d'aménagement du territoire, appuyées sur des contrats de plan entre l'État et les régions et sur une péréquation qui mette en œuvre la solidarité entre les territoires de la nation.



# Nouvelle donne politique

**LES INQUIÉTUDES SUR LA NATURE DES RÉGIMES À VENIR SONT LÉGITIMES, MAIS FAISONS CONFIANCE AUX JEUNES POUR QU'ILS NE SE FASSENT PAS « VOLER » LEUR RÉVOLUTION.**

Photo ci-dessus : file d'électeurs à La Manouba (banlieue de Tunis) le 23 octobre.

Le mois écoulé a été riche en événements aussi bien en Tunisie qu'en Libye. Après sept mois d'opérations militaires, le régime de Muammar Khadafi a fini par tomber. Quelle orientation va prendre le pays ? Des inquiétudes sont nées après les déclarations de Mustafa Abdeljalil, chef du Conseil national de transition (CNT), annonçant comme première mesure l'introduction de la charia : « *En tant que pays islamique, nous avons adopté la charia comme loi essentielle et toute loi qui violerait la charia est légalement nulle et non avenue.* » Il est clair qu'après le règne de Khadafi qui a violemment combattu les islamistes, le président du CNT, ministre de la Justice de 2007 à février 2011, veut s'attirer les grâces des islamistes qui ont combattu pen-

dant la révolution. Tout dépendra du rapport de force qui s'établira entre les composantes de la société libyenne : la conservatrice, apparemment majoritaire, et la libérale, ainsi que de l'interprétation qui sera faite de la charia. Ce débat ne doit pas pour autant reléguer au second plan une autre question : l'importance des armes présentes dans le pays.

**UNE PRIORITÉ : RASSURER** Après la victoire du parti En Nahda, les pays européens et une partie de la société tunisienne – les femmes notamment – sont également inquiets. Les responsables d'En Nahda ont pris soin de rassurer immédiatement. Rached Ghannouchi a déclaré que son parti était prêt à une coalition avec tous les partis qui ont été dans l'opposition, en insistant sur la ges-

tion cruciale des questions économiques et sociales. Le mouvement a compris qu'après la chute des investissements (-24% en 2011), la priorité était de rassurer les partenaires économiques du pays afin de trouver une solution au problème des diplômés chômeurs, à l'origine de la révolution. S'il se révèle incapable d'apporter des remèdes, il sait qu'il sera sanctionné lors du prochain scrutin. Enfin, il doit s'attacher à la répartition des richesses, au déséquilibre régional et s'intéresser à l'arrière-pays, qui a été délaissé au profit de la zone côtière. Mais ces inquiétudes ne doivent pas occulter la responsabilité des partis démocrates qui ne sont pas parvenus à s'entendre. Enfin, n'oublions pas le rôle des jeunes manifestants lors de la révolution et faisons leur confiance pour surveiller le processus en cours afin qu'ils ne se fassent pas voler leur révolution.

Agnès Levallois



Manifestation d'étudiants en Tunisie.

## D'autres sources de financement

● La réflexion sur l'enseignement supérieur et son financement est essentielle au moment où la croissance mondiale ralentit et où le déclenchement du *Printemps arabe* a démontré la difficile situation des diplômés chômeurs dans la région Mena. Ces jeunes diplômés qui ont manifesté demandent à travailler. Cela pose la question de l'inadéquation entre le système scolaire et le marché du travail. La démarche de la Banque mondiale, du CMI et de l'AFD s'inscrit dans ce contexte. Leur rapport souligne la nécessité, pour les systèmes d'enseignement supérieur, d'adopter des stratégies de financement avec des sources alternatives de revenu et de faire en sorte qu'un lien existe entre financement et résultats.

# « Combattre l'inadéquation entre le système éducatif et le marché du travail »



**A**driana Jaramillo, spécialiste sénior de l'éducation à la Banque mondiale, a dirigé avec Thomas Mélonio, de l'AFD, l'équipe qui a rédigé le rapport sur l'enseignement supérieur au Moyen-Orient et en Afrique du Nord :

*Atteindre la viabilité financière tout en visant l'excellence<sup>(1)</sup>*. À l'occasion de sa présentation, elle a accepté de répondre aux questions d'Ipemed.

### Comment est née l'idée de ce travail ?

Ce programme sur l'enseignement supérieur est l'initiative du centre de Marseille pour l'Intégration en Méditerranée qui était conscient de l'importance du sujet pour les pays de la région Mena. L'AFD a participé à ce projet. Un premier atelier a été organisé en juin, rassemblant les pays de la région autour de quatre thèmes : comment mieux uti-

liser les ressources, faire face au manque de ressources publiques, diversifier les financements, innover et s'adapter dans le cadre de l'évolution technologique et de l'économie du savoir.

### Quels sont les défis qui se posent à l'enseignement supérieur ?

L'inadéquation entre le système éducatif et le marché du travail ainsi que celle du financement de l'université sont les deux grands défis. Il faut trouver des mécanismes de financement qui ne reposent pas uniquement sur les ressources publiques, trouver des sources alternatives, encourager le privé, développer le système des bourses – par exemple, faire progresser la philanthropie à l'image de ce qui se passe en Amérique du Nord –, mieux utiliser les dispositifs existants car aujourd'hui il y a davantage d'étudiants avec moins de ressources.

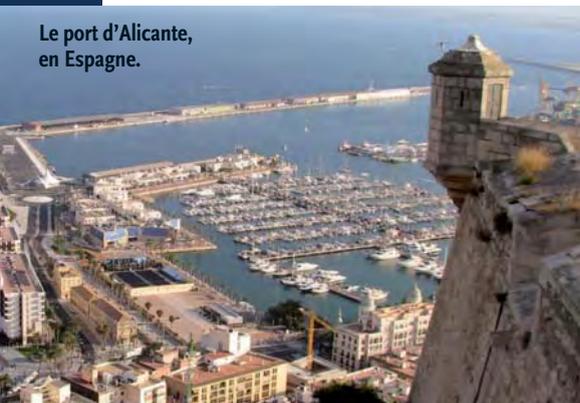
### La question se pose-t-elle de la même façon pour le Maghreb, le Machrek ou les pays du Golfe ?

Les différences sont importantes entre ces trois sous-régions. Au Maghreb, le système est proche du système français et le secteur public est prédominant alors que dans les pays du Machrek, d'inspiration anglo-saxonne, le secteur privé est plus développé (au Liban il est même majoritaire). Les pays du Golfe ont, eux, adopté un modèle extrêmement coûteux car il importe sur place les institutions américaines. Il y a donc une réflexion à mener pour l'avenir car les ressources pétrolières ne permettront pas de le financer lorsque celles-ci se tariront.

Propos recueillis par Agnès Levallois

(1) <http://web.worldbank.org/WBSITE/EXTERNAL/ACCUEILEXTN/NEWSFRENCH/0,contentMDK:23029629~pagePK:64257043~piPK:437376~theSitePK:1074931,00.html>

Le port d'Alicante, en Espagne.



## Le développement urbain en Méditerranée

● Le sujet sur *Les défis du développement urbain en Méditerranée : vers un développement économique intégré et durable des villes* a fait l'objet d'un séminaire à Alicante organisé par Casa Mediterráneo en collaboration avec Medcities, ArtGold-Pnud, le centre de Marseille pour l'Intégration en Méditerranée et le secrétariat de l'Union pour

la Méditerranée. L'objectif était de faire le point sur le développement urbain dans le Bassin méditerranéen, ses conséquences à court, moyen et long terme, sur le bien-être des populations côtières et sur leur environnement. Dans les prochaines années, les villes de la Méditerranée seront confrontées à une forte augmentation de leur

population. Ceci, conjugué au changement climatique et à la crise économique, constitue un enjeu fondamental pour leur développement. En outre, ce séminaire visait à réfléchir à la façon d'améliorer les capacités économiques du territoire tout en tenant compte des contraintes politiques, sociales et environnementales.



## ÉNERGIE

### Conférence Nord-Sud en vue

● Le Maroc et la France proposent d'organiser conjointement, en 2012, une conférence des ministres de l'Énergie de l'U.P.M. Les deux pays ont, en effet, signé une déclaration conjointe pour un pacte énergétique euro-méditerranéen. L'objectif est d'accélérer le financement

du Plan solaire méditerranéen afin d'installer 20 gigawatts de capacités électriques au Sud et à l'Est de la Méditerranée, renforcer les interconnexions Nord-Sud et Sud-Sud pour coupler les marchés et échanger l'électricité, organiser les coopérations technologiques afin de créer des filières industrielles euro-méditerranéennes des énergies propres et des réseaux électriques.

## Baisse des IDE en Méditerranée

● Après une augmentation des IDE<sup>(1)</sup> de seulement 0,4 % en 2010, le bilan 2011 va être négatif en raison, bien évidemment, des révolutions arabes en cours. D'après l'Observatoire Anima Mipo<sup>(2)</sup>, dont les données sont connues en temps réel, la région Med accuse une baisse générale de 25 % des annonces d'IDE au cours des six premiers mois de l'année, avec des dégringolades spectaculaires (graphique ci-dessous). Seul le Maroc a enregistré une hausse. L'évolution de la situation politique sera déterminante pour la suite.

Syrie - 77 %

Libye - 70 %

Jordanie - 57 %

Égypte - 43 %

Tunisie - 37 %

Maroc + 34 %

(1) Investissements directs étrangers.  
(2) L'intégralité du rapport peut être consultée sur le site [www.anima.coop](http://www.anima.coop).

## La Task force

Co-présidée par la haute représentante de l'UE et vice-présidente de la Commission européenne, Catherine Ashton, et par le Premier ministre tunisien, Béji Caïd Essebsi, la «Task Force» a été créée pour coordonner le soutien européen et international afin que l'aide soit plus rapide et plus efficace.



## SOUTIEN

### La Task force à Tunis

● La première réunion de la Task force à Tunis a permis non seulement d'envoyer un signal fort de soutien à la Tunisie mais également d'annoncer des mesures concrètes d'aides afin de relancer l'économie et inciter les investisseurs à s'intéresser à la Tunisie. Il s'agit pour ce groupe de travail UE-Tunisie d'assurer une meilleure coordination du soutien européen et international en faveur de la transition. Il s'est engagé à assurer le suivi pour que les décisions soient bien appliquées et se réunira à nouveau en 2012 afin de poursuivre ses travaux sur les projets à moyen et long terme. Des négociations formelles ont également débuté à cette occasion pour établir un

nouveau *Partenariat privilégié*. Il a été convenu de «relancer les négociations pour libéraliser le commerce de produits agricoles, établir un accord de libre-échange profond et complet, une fois que le Conseil de l'UE en aura défini le mandat». L'Union européenne a également indiqué qu'elle allait, avec la Tunisie, «initier des discussions en vue d'un Partenariat pour la mobilité». Enfin, une session du Comité d'association UE-Tunisie (niveau technique, moindre que le Conseil d'association) se réunira pour assurer le suivi des recommandations de la Task Force qui se réunira une nouvelle fois au cours du premier semestre 2012. L'assistance financière de l'UE à la Tunisie pourrait approcher les 4 milliards d'euros pour la période 2011-2013.

## BERD

### Extension des activités aux pays arabes

● La Banque européenne pour la reconstruction et le développement (Berd) a reçu le feu vert de ses actionnaires pour étendre ses activités aux pays arabes. Cette décision a été entérinée par le conseil des gouverneurs à une quasi-unanimité des actionnaires (99,85 %). Elle pourra ainsi fournir une coopération technique à l'Égypte, au Maroc, à la Tunisie, à la Jordanie et investir au Sud et à l'Est de la Méditerranée, «dans les prochaines semaines ou mois pour y préparer de futurs projets d'investissement», selon un communiqué de cette institution. Son président, Thomas Mirow, avait annoncé peu avant que la banque devrait démarrer ses investissements au Maroc et en Égypte dès le printemps 2012. Le soutien de la Berd et de ses actionnaires «correspond



Thomas Mirow est président de la Berd depuis 2008.

pleinement aux initiatives lancées par la France dans le cadre de sa présidence du G8 avec le Partenariat de Deauville», a souligné le porte-parole du Quai d'Orsay dès l'annonce. Selon Monsieur Valero, la France continuera à «travailler étroitement avec la Berd afin de soutenir les pays de la région dans leur transition démocratique».



## YOUSSEF AMRANI SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DE L'UPM

Youssef Amrani est venu à Paris rencontrer le ministre des Affaires étrangères Alain Juppé. Au cours d'un entretien exclusif accordé à Ipemed, il nous fait part de son ambition pour les relations euro-méditerranéennes qui constituent, selon lui, «une nécessité politique».

# «L'UPM doit pouvoir accompagner la transition démocratique»

### Quelle est votre vision de l'Union pour la Méditerranée ?

L'UPM doit tenir compte du nouveau contexte qui est celui de la rive nord de la Méditerranée : d'une part, cette zone traverse une crise économique et financière et, d'autre part, le processus de révision de la future politique européenne de voisinage permettra de mettre en œuvre de nouveaux instruments performants. L'UPM doit également prendre en considération les réformes et la transition démocratique en cours dans le Sud. Ces évolutions montrent que nos sociétés ont autant besoin d'ouverture économique que de démocratie. Aujourd'hui l'UPM, en tant que cadre régional euro-méditerranéen, peut renforcer son action et mettre en place les instruments adéquats à partir des acquis du sommet de Paris<sup>(1)</sup>.

### Quels peuvent être ces nouveaux instruments ?

Nous devons mobiliser des fonds substantiels afin d'accompagner le développement socio-économique des pays du Sud de la Méditerranée. Il faudrait utiliser tous les outils et mécanismes nécessaires inspirés des exigences communautaires en faveur des pays qui n'ont pas de perspectives politiques d'adhésion à l'UE. Aujourd'hui l'Union européenne a mis à la disposition des pays du Sud des outils performants qui peuvent permettre à ceux qui le souhaitent de se rapprocher de l'UE tout en restant dans une

logique de différenciation. Les partenariats public-privé sont indispensables pour promouvoir des projets et trouver des financements. La crise que traverse l'Europe peut être une opportunité pour les entreprises du Nord de la Méditerranée. La période actuelle leur offre des possibilités, les pays du Sud et de l'Est étant en pleine croissance. Je pense notamment à la Libye et je souhaite qu'elle nous rejoigne rapidement. Dernièrement s'est réunie à Tunis la *Task force*. De nombreuses entreprises françaises et espagnoles se sont déplacées pour chercher de nouveaux marchés. Il faut investir dans les pays du Sud et les pays du Sud doivent homogénéiser leur législation et leur réglementation afin de créer un environnement propice aux affaires. Tout l'enjeu est là !

### Aujourd'hui, le contexte est favorable pour une nouvelle UPM...

L'Europe réfléchit à sa nouvelle politique de voisinage dans ses deux dimensions : la bilatérale et la régionale.

L'UPM peut travailler efficacement dans le cadre de la politique régionale de voisinage qui englobe les politiques sectorielles dans les domaines de l'énergie, des transports et autres. L'objectif est réellement de mettre en œuvre des projets. Les gens veulent des actions qui auront un impact sur la croissance, les créations d'emplois, et qui intégreront les nouveaux acteurs. Ce dernier point est essentiel : le partenariat

euro-méditerranéen est un partenariat entre gouvernements, mais il ne faut pas oublier les parlements – le Parlement européen est devenu un acteur fondamental –, les représentants de régions, les jeunes et les femmes. Aujourd'hui l'Europe a autant besoin de Méditerranée que la Méditerranée a besoin d'Europe.

### L'ouverture sur la Méditerranée est-elle une nécessité pour les pays européens ?

Si l'Europe se renforce vers l'Est, elle a aussi besoin de l'espace méditerranéen qui compte aujourd'hui 800 millions de personnes. C'est un marché important pour faire face à la concurrence des États-Unis et de la Chine. L'Europe ne peut plus croître, elle a donc besoin de cette ouverture.

### Comment les sociétés peuvent-elles s'approprier ce partenariat ?

Il faut avant tout expliquer ce qu'est ce partenariat. Beaucoup pensent que c'est une coquille vide, un bébé mort né. En y réfléchissant il a été prémonitoire, car personne en 2008 ne pensait qu'il y aurait des transitions démocratiques dans le monde arabe. Aujourd'hui cette région bouge, évolue. Il faut donc pouvoir l'accompagner dans cette phase. Il faut attendre de connaître qui seront les nouveaux acteurs tout en lançant des projets. Nous travaillons actuellement à la mise en place d'une conférence sur le soutien au développement et l'investissement et l'appui aux PME. De nombreux jeunes sont porteurs de projets. Nous sommes là pour les aider à les



concrétiser dans leurs pays d'origine. Mais ils doivent toujours regarder vers l'Europe afin de conquérir des marchés et de ne pas être obligés d'émigrer. La politique européenne de voisinage peut permettre aux pays du Sud de la Méditerranée d'accéder aux marchés européens sans oublier la quatrième liberté, celle des mobilités.

**Mais la politique des visas est un obstacle...**

Il faut une action concertée entre les différents acteurs. On doit évidemment lutter contre l'immigration clandestine, les réseaux mafieux et surveiller les frontières, mais on doit également encourager la mobilité, notamment celle des étudiants et des hommes d'affaires. Il faut davantage de solidarité pour que les échanges puissent se réaliser. Cette question migratoire devrait être appréhendée conformément à l'esprit de la Conférence de Rabat qui privilégie responsabilité partagée, solidarité et co-développement.

**Vous avez déclaré que l'UPM devait favoriser l'intégration régionale, mais que peut-elle faire ?**

Oui, je considère que les pays du Sud doivent travailler à l'intégration régionale et que l'UPM doit la favoriser. L'Union pour la Méditerranée dispose aujourd'hui de toute la légitimité et des instruments nécessaires pour promouvoir des projets et des intérêts convergents pour tous ceux qui ont une réelle volonté politique de travailler ensemble. L'accord d'Agadir, qui regroupe maintenant cinq pays, avec la Palestine qui vient d'y adhérer, a permis une augmentation des échanges commerciaux et a encouragé les industries à forte valeur ajoutée. Il en va de même de l'Union du Maghreb arabe, que nous encourageons car les pays du Maghreb négocieront mieux avec leurs partenaires s'ils sont unis. Plusieurs enceintes travaillent sur le devenir de la Méditerranée, le Partenariat de Deauville, le Forum pour l'avenir, avec l'objectif de créer des synergies entre elles et des complémentarités, d'accompagner la démocratie et d'encourager les sociétés civiles.

**Où en êtes-vous de la réflexion sur la gouvernance de l'UPM ?**

Madame Ashton y réfléchit pour mettre en œuvre les mécanismes du Traité de Lisbonne côté Nord. Ce ne sera plus un pays qui co-présidera mais la Commis-

sion et le Service extérieur européen. En revanche, côté Sud, ce sera un pays car il n'existe pas d'instance similaire. L'Égypte a décidé de se retirer de la coprésidence fin décembre et des consultations ont lieu actuellement entre États.

**IL NE PEUT PAS Y AVOIR DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE SANS DÉVELOPPEMENT POLITIQUE**

**Lors de la conférence de presse avec Alain Juppé, vous avez insisté sur les projets que promeut le secrétariat...**

Oui, il faut être concret : créer une usine de dessalement d'eau pour Gaza, des réseaux de transport et d'énergie, dynamiser les flux d'investissement à travers des projets ayant un impact sur les créations d'emplois. Je souhaite promouvoir l'initiative emploi pour les jeunes et qu'elle soit portée, entre autres, par des partenaires efficients tels que l'Office méditerranéen de la jeunesse. Toute action en direction des jeunes et des femmes est fondamentale.

**Êtes-vous optimiste sur les transitions que connaissent les pays du Sud de la Méditerranée ?**

En tant que secrétaire général de l'UPM, je suis optimiste même si les transitions seront longues et difficiles pour certains pays. En tous cas les processus démocratiques sont irréversibles. Chaque pays est appelé à créer son propre modèle politique qui intégrera les spécificités nationales et les valeurs universelles. La démocratie est un choix et les pays doivent évoluer selon leur propre rythme. Si l'on veut partager des valeurs communes et une prospérité avec l'Europe,

on doit construire ensemble un nouveau partenariat. Aujourd'hui il faut une culture de compromis, d'accord politique et de respect de l'autre, passer d'un système imposé- une dictature- à un système participatif où tout le monde trouve sa place. Il faut construire un avenir sur une base commune où tout le monde s'exprime dans un cadre apaisé. Il ne peut pas y avoir de développement économique sans développement politique. Certains pays européens ont commis l'erreur de miser uniquement sur les performances économiques des pays du Sud en faisant abstraction de la situation politique. Enfin, le règlement de la question israélo-palestiniennne contribuera à améliorer les conditions pour construire notre espace Méditerranée commun de stabilité et de prospérité partagée.

**Propos recueillis par Agnès Levallois**

(1) Juillet 2008.

**1953** Naissance à Tanger.  
**1978** Intègre le ministère marocain des Affaires étrangères et de la Coopération.  
**1981** Secrétaire des Affaires étrangères au cabinet du ministre des Affaires étrangères et de la Coopération.  
**1990** Détaché auprès du ministère de l'Énergie et des Mines.  
**1992** Consul général à Barcelone.  
**1996** Ambassadeur en Colombie.  
**1999** Ambassadeur au Chili.  
**2001** Ambassadeur au Mexique.  
**2003** Directeur général des relations bilatérales au ministère des Affaires étrangères et de la Coopération.  
**2008** Secrétaire général du ministère des Affaires étrangères et de la Coopération.  
**Juillet 2011** Élu secrétaire général de l'UPM.



ÊTRE ARABE AUJOURD'HUI

Être arabe aujourd'hui

AKRAM BELKAÏD  
Éditions  
Carnets Nord,  
septembre 2011

Journaliste, spécialiste du monde arabe et d'économie internationale, Akram Belkaïd publie un nouvel essai, *Être Arabe aujourd'hui* dans lequel il nous livre, avec le courage de la première personne, une analyse lucide, argumentée et pédagogique des Printemps arabes. Pour l'auteur, c'est avant tout la revendication de dignité, face à l'humiliation et la honte de soi, imposées par des pouvoirs arbitraires et corrompus, qui a engendré ces Printemps arabes, la revendication universelle d'un «droit aux droits», préalable à toute démocratisation. Après un rappel chronologique de ces révolutions tunisienne et égyptienne, l'auteur nous fait part de ses réflexions sur quelques questions essentielles qui se posent aujourd'hui à ce nouveau «monde arabe»: la condition des femmes, qui ne va pas forcément s'améliorer, y compris en Tunisie; la confrontation entre transition démocratique et islamisme politique – l'auteur étant convaincu que le monde arabe ne pourra s'engager dans une démocratie sans une exégèse des textes coraniques; les relations entre le monde arabe et l'Occident; ses relations avec Israël.

S'ensuit un chapitre consacré à l'économie, un enjeu vital pour la réussite de la démocratisation. Quels modèles les pays, libérés du joug des dictatures, vont-ils adopter? Comment financer un développement indispensable qui permette une meilleure redistribution des richesses et atténue les inégalités sociales? Pour Akram Belkaïd, l'expérience néolibérale tentée par les régimes arabes a échoué. Il faut trouver une «troisième voie» et veiller à ne pas céder aux exigences des institutions internationales en matière de privatisation et d'ouverture économique. Les transitions démocratiques qui s'engagent devront, pour réussir, accorder la priorité aux questions sociales.

Carnet de route, éléments de programme pour permettre de réussir la transition démocratique, cet essai, sans taire les contradictions, les difficultés et les risques,

nous éclaire sur l'avenir possible de ce bouleversement qui fait renouer les peuples arabes avec l'espérance démocratique. Car c'est bien d'espoir qu'il s'agit ici. Mais un espoir qu'il est de la responsabilité de chacun de rendre possible. Sans trop attendre de la communauté internationale. Sans attendre non plus l'homme providentiel, le prophète de Primo Livo, «qui finit toujours par se transformer en dictateur». Ambitieux programme, au Sud de la Méditerranée, comme au Nord.

Véronique Stéphan



Les révolutions de la dignité

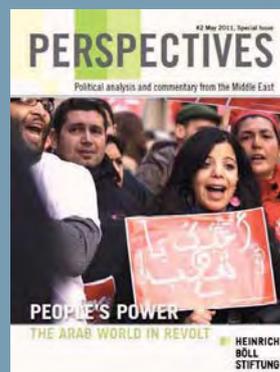
«L'ENA hors les murs», n°414, septembre 2011

Les révolutions arabes suscitent de nombreuses réflexions et la revue des anciens élèves de l'ENA n'y échappe pas. Elle publie un dossier extrêmement riche qui aborde aussi bien les origines de ces mouvements, les situations propres à chaque pays ainsi que les enjeux économiques, régionaux et internationaux. Les différentes contributions permettent de revenir sur l'origine, à savoir l'arbitraire et les humiliations, sur la sclérose des systèmes politiques et la longévité des dirigeants qui ont perdu toute légitimité et qui se sont accaparés, au fur et à mesure des années, toutes les richesses nationales. L'article de Youssef Courbage, directeur de recherche à l'Ined, propose une lecture démographique de la révolution qu'il qualifie d'inéluctable car les pays concernés ont connu la première, voire la seconde transition démographique en raison de la progression de l'éducation et de l'éradication de l'analphabétisme. Mouhoub El Mouhoub fait des propositions pour répondre aux nombreux défis des économies arabes en transition vers la démocratie: créations d'emplois, notamment pour les jeunes diplômés, diversification des économies, lutte contre la fuite des cerveaux et la corruption. Karim Emile Bitar qui coordonne ce dossier cite Hegel qui saluait rétrospectivement 1789: «Ce fut un splendide lever de soleil» et même si des transitions sont tumultueuses il est clair que «l'aspiration démocratique, loin d'être un monopole de l'Occident, est une aspiration planétaire».

L'Union européenne et le Printemps arabe

www.fride.org/homepage\_english

Fride, la Fondation pour les relations internationales et le dialogue extérieur, vient de publier une étude intitulée *The EU and the Arab spring: from munificence to geo-strategy*. L'auteur, tout en rendant hommage aux réactions européennes positives face aux événements, suggère que l'Union européenne repense sa stratégie à l'égard du Moyen-Orient sur le long terme et son influence sur la région. Trois autres études l'une *France and the Arab spring: an opportunistic quest for influence*, une autre *Is Iran immune from the Arab spring* et *Don't forget the Gulf* forment un dossier sur les défis que doit affronter la politique européenne vis-à-vis des changements au Moyen-Orient.



People's Power. The Arab World in Revolt

Imprimé ou téléchargeable sur Internet. [www.boell.de/publications/publications-perspectives-2-mai-2011-11961.html](http://www.boell.de/publications/publications-perspectives-2-mai-2011-11961.html)

La Fondation Heinrich Böll Stiftung propose une édition spéciale de sa revue *Perspectives Middle East* intitulée *People's Power. The Arab World in Revolt*, publiée en mai dernier, analyse les origines des mouvements de protestation en s'interrogeant tout d'abord sur ce qui s'est réellement passé, en se demandant ensuite si de véritables changements auront lieu, si des mouvements de contre-révolution risquent d'apparaître et en quoi les intérêts étrangers peuvent influencer sur le cours des événements. Faut-il parler de printemps, d'éveil ou de renaissance? Assisté-t-on à l'émergence d'une nouvelle culture politique? En quoi ces mouvements remettent-ils en question la fameuse *exception arabe*? Des points de vue riches émanant d'experts, de témoins et d'acteurs de la révolution.

# Réflexions sur les politiques méditerranéennes de l'énergie

L'atelier *Vers une Communauté euro-méditerranéenne de l'énergie*, créé par Ipe-med et animé par Samir Allal et Moncef Ben Abdallah, regroupait des experts des deux rives de la Méditerranée. Au menu : un état des lieux des politiques énergétiques méditerranéennes et les pistes de coopération énergétique régionale. Ce thème est évidemment essentiel car la proximité géographique des pays de la région justifie une plus grande coopération. De plus, la demande d'énergie des pays du Sud et de l'Est de la Méditerranée sera en forte croissance, et de nature carbonée, au moins jusqu'à l'horizon 2030. Ce projet vise à coordonner les efforts et les actions des différents acteurs afin qu'ils adoptent une vision commune sur le long terme.

Les experts ont insisté sur la nécessité d'adopter des politiques énergétiques adéquates, cohérentes et ouvertes portant sur la coopération régionale et sous-régionale, la promotion du transfert et la maîtrise technologique sans oublier le perfectionnement des outils et méthodes de programmation énergétique ainsi que la formation spécifique des ressources humaines nationales et régionales. Pour cela, ils considèrent que trois domaines de coopération sont prioritaires :

**LA PROXIMITÉ GÉOGRAPHIQUE DES PAYS DE LA RÉGION ET UNE FORTE DEMANDE D'ÉNERGIE NÉCESSITENT D'EXAMINER LES PISTES DE COOPÉRATION.**

- aider à accélérer le financement du Plan solaire méditerranéen pour installer vingt gigawatts de capacités électriques nouvelles au Sud et à l'Est ;
- achever d'ici à 2020 la boucle électrique méditerranéenne en réalisant et en renforçant les interconnexions Nord-Sud et Sud-Sud qui permettront de favoriser la création du marché et de développer les échanges d'électricité verte ;
- organiser les coopérations technologiques afin de créer des filières industrielles euro-méditerranéennes des énergies propres et des réseaux électriques.

**DAVANTAGE DE DÉVELOPPEMENT COMMUN**

Les participants ont souligné que les échanges entre les pays de l'Union européenne et ceux de la rive sud de la Méditerranée doivent évoluer vers plus de multilatéralisme, de solidarité et de développement commun. Le manque de coopération régionale s'explique, selon eux, par le fait que les relations entre les gouvernements des pays de la région en matière énergétique s'effectuent quasi-exclusivement de manière bilatérale. L'Union européenne n'est pas encore politique et les industriels cherchent leur expansion sur les marchés régionaux de l'énergie. Il apparaît dès lors difficile de



Parmi les priorités : accélérer le financement du Plan solaire méditerranéen.

concilier les exigences de chacun de ces groupes d'acteurs sur un objectif de court ou moyen terme.

Enfin, l'une des pistes prioritaires de coopération régionale est celle de la transition énergétique régionale avec le passage d'un modèle d'économie carbonée à une économie décarbonée. Compte tenu des *objectifs 20-20-20* fixés par l'UE, et de la forte croissance de la consommation d'énergie à prévoir dans les prochaines années dans les Psem, l'ensemble des pays de la région doit s'orienter vers une transition énergétique accompagnée d'une transition réglementaire. Les nouvelles politiques d'efficacité énergétique et de production d'énergie renouvelable doivent s'inscrire dans un cadre réglementaire. Chaque pays doit se doter d'un plan qui offre aux investisseurs une meilleure visibilité et une plus grande confiance. Pour favoriser les investissements étrangers dans ce secteur, les Psem gagneraient à élaborer ensemble un cadre réglementaire commun pour les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique.

Morgan Mozas

## RAPPORT Neuf propositions pour relancer le développement économique en Tunisie

● Ipe-med vient de publier, sous la plume de Maxime Weigert chargé de recherche, un rapport fondé sur une cinquantaine d'entretiens réalisés entre mars et septembre 2011 avec divers acteurs impliqués dans l'économie tunisienne. Il en ressort neuf propositions, élaborées après avoir établi un diagnostic de la situation visant à relancer le développement économique et à favoriser les créations d'emplois à court

terme. Une question essentielle tant les besoins et les attentes de la population sont grands dans ce domaine. Il s'agit de :

- faciliter l'accès des PME aux financements grâce à un fonds de garantie ;
- favoriser la mobilité régionale des Tunisiens en assouplissant les procédures d'octroi de visas ;
- faire la promotion du climat des affaires et de la stabilité du pays ;

- accompagner l'ouverture du ciel en vue de favoriser la diversification du tourisme ;
- développer des instituts de formation professionnelle ;
- simplifier l'environnement administratif ;
- redéfinir la politique d'aménagement du territoire en donnant davantage de pouvoir aux régions ;
- sécuriser l'investissement à long terme et redéfinir la stratégie économique du pays.



Retrouver l'intégralité du rapport en version française ou anglaise sur [www.ipemed.coop](http://www.ipemed.coop)

# Première ligne à grande vitesse en Afrique

Le coût de la ligne à grande vitesse Tanger-Casablanca est estimé à 1,8 milliard d'euros. Sa mise en service est prévue pour le deuxième semestre 2015. Le tronçon Casablanca-Marrakech est également programmé.

Le Maroc s'est lancé dans une politique de grands travaux et la construction de la ligne à grande vitesse (TGV) Tanger-Casablanca en est une illustration. Le montant est évalué à 1,8 milliard d'euros auxquels s'ajouteront les coûts d'infrastructure associés. Le financement est assuré par l'État marocain (414 millions d'euros), le Fonds Hassan II pour le développement économique et social (86 millions d'euros), la France (sous forme d'un prêt de 920 millions d'euros), le Fonds d'Abou Dhabi pour le développement (70 millions d'euros), l'Arabie saoudite (144 millions d'euros), le Kuwait Fund for Arab Economic Development (100 millions d'euros) et le Fonds arabe pour le développement économique et social (66 millions d'euros). La SNCF s'est vu confier l'assistance-maîtrise d'ouvrage du projet : construction de la ligne, atelier de maintenance, conception de la politique commerciale et mise en service de la ligne. La traversée du Maroc tient en deux tronçons. Le premier d'une distance

de 200 km sera réalisé en 2h10 (au lieu de près de 4h45 actuellement) et transportera jusqu'à 8 millions de passagers par an. La mise en service de la ligne est prévue au deuxième semestre 2015. Ce projet répond à l'augmentation du nombre de voyageurs se déplaçant par le train sur l'axe Casa-Tanger (+70% entre 2002 et 2009). Cette ligne vise également à accompagner le développement du nouveau pôle économique de Tanger-Tétouan, en raccourcissant les distances entre le Nord et le Sud du pays, à faciliter l'extension du pôle économique de Tanger tout en améliorant le trafic ferroviaire fret sur l'axe Tanger-Casablanca et permettre des délocalisa-

tions d'entreprises. Le deuxième tronçon Casablanca-Marrakech, soit 175 km, sera couvert en 1h15 au lieu de 3h30 actuellement.

**1500 KM DE LIGNES D'ICI À 2035.** L'objectif est de créer 1 500 km de rails à grande vitesse d'ici à 2035, selon les propos du ministre marocain des Transports. Lors du lancement des travaux, ce dernier a insisté sur le fait que le projet donne corps aux principaux axes de transport retenus prioritaires par l'UE pour l'extension du Réseau transeuropéen de transport (RTE-T) à son voisinage – actés dans la déclaration de Paris en 2008 à propos de l'Union pour la Méditerranée. Ainsi

une ligne *Maghrébine* Casablanca-Rabat-Oujda, se prolongerait jusqu'à Tripoli via Alger et Tunis, dans le cadre du futur réseau à grande vitesse maghrébin.

Certains observateurs jugent le projet surdimensionné en raison de son coût. Ils estiment qu'il n'est pas prioritaire, qu'il est avant tout destiné aux touristes, et craignent que la majorité des Marocains n'ait pas les moyens de l'utiliser. Un éditorialiste du site *Yabiladi.com* a parlé de «TGV : le Maroc s'offre un cadeau empoisonné». Limité au seul Maroc, ce TGV peut effectivement être un cadeau empoisonné mais s'il est le premier pas vers une interconnexion maghrébine avec l'Europe il devient une source potentielle de développement.



Le TGV facilitera l'extension du pôle économique de Tanger. La gare a été inaugurée en 2003.

## NOMINATIONS

### Le Maroc à l'honneur



Abdelwahed Radi

● Abdelwahed Radi, président de la Chambre marocaine des représentants, premier secrétaire de l'USFP et président de l'Assemblée parlementaire de l'Union pour la Méditerranée, a été élu, le 19 octobre, président de l'Union interparlementaire (UIP) qui a clôturé

la 125<sup>e</sup> session à Berne. L'UIP est une organisation indépendante et autonome créée en 1889. Elle compte actuellement 155 parlements nationaux membres. Abdelwahed Radi a annoncé qu'il démissionnerait de la présidence de l'assemblée parlementaire de l'UPM en mars prochain.



André Azoulay

● Le Conseil des gouverneurs de la Fondation euro-méditerranéenne Anna Lindh, réuni à Cracovie dans le cadre de la présidence polonaise de l'UE, a approuvé le renouvellement pour trois ans du mandat d'André Azoulay à la présidence de l'institution. Ce conseil, composé des hauts représentants des quarante-trois pays membres<sup>(1)</sup>, a salué le travail effectué lors du

premier mandat du conseiller du roi Mohammed VI et membre du Comité de patronage politique d'Ipemed. La fondation Anna Lindh occupe désormais une place centrale dans le processus de construction sociale et culturelle de l'Union pour la Méditerranée.

(1) Égypte, Tunisie, Algérie, Maroc, Palestine, Syrie, Liban, Jordanie, Mauritanie, Turquie, Israël, Albanie, Monténégro, Monaco et les 27 de l'UE.